Nouvelles réactions contre la mise en cause par Xavier Darcos du film « 4 mois, 3 semaines et 2 jours »

samedi 14 juillet 2007, par [LDH \(France\)](#), [MFPF](#), [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2007).

Nous avons déjà publié la réaction de la Société des réalisateurs de films et de l'Inspectrice générale Christine Juppé—Leblond (avec le communiqué hostile au film de l'association anti-avortement « Choisir la vie »). Voir : [De premières réactions à la décision de Xavier Darcos de supprimer les crédits alloués à « 4 mois, 3 semaines, 2 jours »](#)

Nous publions ci-dessous les réactions du Planning familial, de la LDH et de Rouge.

Sommaire

- [Pour la liberté d'informer et](#)
- [Lettre publique adressée \(...\)](#)
- [La Ligue des droits de l'homme](#)
- [Oui à l'information, non \(...\)](#)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour la liberté d'informer et d'éduquer

Mouvement pour le Planning familial

Le MFPF proteste contre la décision du Ministre de l'Éducation nationale, Mr. Xavier Darcos d'interdire la duplication et la diffusion du film *4 mois, 3 semaines, 2 jours* de Cristian Mungiu.

Le film vient de recevoir le Prix de l'Éducation Nationale qui récompense depuis 2003 un film pour ses qualités artistiques et pédagogiques. C'est dans ce cadre qu'il bénéficie de la possibilité de créer et diffuser en DVD en milieu scolaire.

Ce film est une œuvre qui informe sur la réalité de ce que représente une interruption de grossesse pour une femme et le cheminement qu'elle a à accomplir. Il est impossible de le lire comme une incitation à l'avortement.

Il est paradoxal qu'en France où une loi existe depuis 1975 sur le droit à l'avortement, ce sujet reste encore à ce point un tabou.

À se demander si Monsieur le Ministre ne ferait pas confiance au personnel de l'Éducation nationale. Le Planning Familial qui travaille depuis de longues années avec le personnel enseignant confirme qu'il n'y a pas d'information pertinente sans qu'elle ne soit accompagnée par des professionnels connaissant les questions liées à la vie affective et sexuelle.

De plus, ce sujet reste très contemporain et très présent dans notre pays puisque de nombreuses jeunes filles ont encore des grossesses non désirées. De nombreuses enquêtes récentes le montrent.

Les jeunes que nous rencontrons lors de nos interventions ont le droit légitime à la réflexion et de disposer de tous les outils et information permettant la prise de conscience posée par les grossesses non désirées.

Montrer ce film, faire réfléchir la jeunesse sur sa responsabilité de prendre en charge sa vie sexuelle, faire de la prévention sont de la responsabilité d'un gouvernement. La contraception, l'avortement et l'égalité entre les femmes et les hommes sont des droits inaliénables.

Le Mouvement Français pour le Planning Familial demande de purement et simplement revenir sur cette décision et de respecter le choix du jury souverain qui a attribué ce prix.

Paris, le 12 juillet 2007

Lettre publique adressée au ministre de l'Éducation nationale, M. Xavier Darcos

10 juillet 2007

Lettre signée par l'Observatoire de la liberté d'expression en matière de création de la Ligue des droits de l'Homme

Monsieur Xavier Darcos
Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07

Paris, le 9 juillet 2007

Monsieur le Ministre,

Nous avons pris connaissance avec stupeur de votre décision de censurer le travail pédagogique d'accompagnement du film 4 mois, 3 semaines, 2 jours, prix de l'Éducation, de la critique internationale et Palme d'Or au festival de Cannes 2007. L'idée de censurer la réalisation d'un DVD permettant un travail sur le film, produit et diffusé dans les classes, nous semble incompréhensible, et ce d'autant qu'elle n'a été portée dans la société civile que par une association anti-avortement, Choisir la vie.

Si ce film touche à des sujets aussi importants que la dictature (qui règne par l'interdit et notamment par la censure) et l'avortement, est-il vraiment pertinent de ne pas saisir l'occasion d'un travail pédagogique autour de ces questions avec les élèves de lycée alors que ce film a été choisi

par un jury ad hoc, et qu'il est soutenu par l'Inspection générale de l'Education nationale ? Par votre voix, la France donne-t-elle un bel exemple démocratique à une nation qui est sortie d'un régime de fer pour rejoindre récemment l'Union européenne ?

Nous vous demandons de revenir purement et simplement sur cette décision, comme la Société des Réalisateurs de Films, dont nous appuyons la démarche.

Nous ne nous satisfaisons pas de la simple « suspension » de votre décision que vous avez rendue publique samedi. Concernant l'avis de la commission de classification des films, qui est de toutes façons obligatoire pour la sortie salle, nous vous rappelons que le film Elephant de Gus Van Sant, évocation d'une tuerie dans un lycée américain, Palme d'Or à Cannes en 2003, et ayant bénéficié du travail pédagogique que pour le moment vous refusez à 4 mois, 3 semaines, 2 jours, avait fait l'objet d'une interdiction salle aux moins de 12 ans.

Vous comprendrez que nous rendions cette lettre publique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma respectueuse considération.

Agnès Tricoire

Déléguée de l'Observatoire

La Ligue des droits de l'homme demande à Xavier Darcos de ne pas « censurer » la Palme d'or 2007

La Ligue des droits de l'homme (LDH) demande au ministre de l'Education Xavier Darcos de « revenir purement et simplement » sur sa décision de « censurer la réalisation » d'un DVD destiné aux collégiens et lycéens, du film roumain « 4 mois, 3 semaines, 2 jours ».

PARIS (AFP) - 10 juillet 2007 | 13H05

Ce film a été couronné de la palme d'Or au festival de Cannes 2007 et a été lauréat du Prix de l'Education nationale.

Dans une lettre ouverte datée de lundi et rendue publique mardi, Agnès Tricoire, déléguée de l'Observatoire de la liberté d'expression en matière de création de la LDH juge « *incompréhensible* » cette « *censure* », « *d'autant qu'elle n'a été portée dans la société civile que par une association anti-avortement, Choisir la vie* ».

Samedi, le ministre a suspendu sa décision prise une semaine auparavant, de ne pas éditer le film sous forme de DVD pédagogique, au lendemain des protestations émises par la Société des réalisateurs de films (SRF).

Celle-ci avait dénoncé des « *pressions d'associations anti-avortement* » pour ne pas diffuser le film de Cristian Mungiu sur un avortement clandestin dans la Roumanie de Ceausescu.

De son côté le ministère, qui jugeait le film « *trop dur* » pour un public adolescent et invoquait

vendredi le « *principe de précaution* », a décidé le lendemain de recevoir la SRF ainsi que des membres du jury du Prix de l'Éducation, et de consulter la Commission nationale de classification.

La LDH, qui dit « *ne pas se satisfaire* » de cette suspension, demande au ministre de « *revenir purement et simplement sur cette décision* ».

« *Si ce film touche à des sujets aussi importants que la dictature (...) et l'avortement, est-il vraiment pertinent de ne pas saisir l'occasion d'un travail pédagogique autour de ces questions avec les élèves de lycée ?* » interroge la LDH, soulignant que le film « *a été choisi par un jury ad hoc* », et qu'il est « *soutenu par l'Inspection générale de l'Éducation nationale* ».

Décerné le 27 mai par un jury composé d'enseignants et d'étudiants, le Prix de l'Éducation nationale récompense depuis 2003 un film en sélection officielle à Cannes, choisi pour ses qualités artistiques et son intérêt pédagogique. Il est alors édité sous forme de DVD-rom pédagogique pour le milieu scolaire.

Oui à l'information, non à la censure

Rouge

Sous la pression du lobby anti-avortement, le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, comptait supprimer le budget de production d'un DVD pédagogique devant accompagner la présentation, dans les établissements scolaires, du film 4 mois, 3 semaines, 2 jours, de Cristian Mungiu. Ce film a obtenu la Palme d'Or à Cannes, mais aussi le Prix de l'Éducation nationale, récompensant les qualités artistiques et pédagogiques d'un film. Xavier Darcos suspend la fabrication et la diffusion de ce DVD pédagogique, projet soutenu par l'Inspection générale de l'Éducation nationale, et il remet en cause le choix d'un jury composé de membres de l'Éducation nationale et de la profession cinématographique. Xavier Darcos cautionne ainsi ceux qui combattent le droit à l'avortement.

Les enseignants ont déjà émis de vives protestations. La Société des réalisateurs de films (SRF) demande au ministre de ne pas censurer le film et le travail des enseignants. Nous ne pouvons qu'appuyer cette exigence.

N'oublions pas que ceux qui s'opposent au droit à l'avortement, comme Christine Boutin, se retrouvent aux premières loges du gouvernement Sarkozy.

Si, dans un premier temps, Xavier Darcos avait cédé aux injonctions du lobby anti-avortement, il a été contraint de faire marche arrière face aux protestations. On ne peut que s'en réjouir, mais il faut rester mobilisés. Oui à l'information sur la contraception et l'avortement dans le cadre scolaire, non à la censure des œuvres !

• Contact SRF : Laure Tarnaud, 01 44 89 99 65.

* *Paru dans Rouge n° 2214 du 12 juillet 2007.*